

ASSEMBLÉE NATIONALE

4 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° I-CF861

présenté par

Mme Florence Goulet, M. Beurain, M. Berteloot, M. Blairy, M. Boccaletti, Mme Blanc, M. Bilde, M. Bentz, M. Buisson, M. Catteau, M. Chudeau, M. Chenu, M. Cabrolier, M. Bovet, Mme Cousin, M. de Fournas, M. de Lépinau, Mme Diaz, M. Dessigny, Mme Da Conceicao Carvalho, Mme Colombier, Mme Bordes, M. Dragon, Mme Dogor-Such, M. Falcon, M. François, Mme Engrand, Mme Galzy, M. Girard, M. Gonzalez, M. Grenon, Mme Grangier, M. Guitton, M. Houssin, Mme Hamelet, M. Guinot, M. Gillet, M. Giletti, M. Jacobelli, M. Frappé, M. Jolly, Mme Laporte, Mme Lavalette, Mme Lechanteux, Mme Levavasseur, Mme Loir, Mme Lorho, M. Lopez-Liguori, Mme Lelouis, M. Loubet, M. Lottiaux, Mme Martinez, M. Bryan Masson, M. Mauvieux, M. Marchio, Mme Le Pen, Mme Jaouen, M. Meizonnet, Mme Alexandra Masson, M. Meurin, M. Ménagé, Mme Mélin, Mme Mathilde Paris, Mme Parmentier, M. Pfeffer, M. Rambaud, Mme Ranc, M. Rancoule, Mme Pollet, M. Odoul, Mme Robert-Dehault, M. Muller, Mme Menache, Mme Sabatini, M. Salmon, M. Taché de la Pagerie, M. Schreck, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Taverne, M. Sabatou, Mme Roullaud, M. Tivoli, M. Baubry, M. Villedieu, M. Barthès, M. Ballard, Mme Auzanot et M. Allisio

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 27, insérer l'article suivant:**

I. – Le premier alinéa du b du 6° de l'article 1382 du code général des impôts est complété par les mots : « , ou encore par les sociétés exclusivement constituées entre associés exploitants agricoles, lorsque ces bâtiments servent aux associés. »

II. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée, à due concurrence, par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à la taxe visée à l'article 235 ter ZD du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement propose de permettre aux regroupements d'exploitants agricoles, quelles que soient leurs formes juridiques, de bénéficier de l'exonération permanente de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bâtiments ruraux affectés de manière permanente et exclusive à un usage agricole.

Les contraintes réglementaires et le coût toujours croissant qu'elles entraînent pousse les exploitants

à se regrouper et à construire en commun les bâtiments nécessaires à l'activité agricole afin de mutualiser financièrement ces investissements. Or, en dehors des coopératives ou des GIE, soulignons que ce regroupement, pourtant nécessaire économiquement et vertueux en termes de lutte contre l'artificialisation des sols, ne permet pas actuellement aux exploitants de bénéficier de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficie de façon permanente les bâtiments ruraux.

A la condition que l'affectation agricole du bâtiment soit remplie, la circonstance que celui-ci appartienne à un exploitant ou à une société exclusivement constituée par des exploitants pour leurs propres besoins, ne devrait pas remettre en cause l'exonération dont ils bénéficieraient si ces exploitants détenaient chacun un bâtiment de stockage en propre. Cet amendement vise également à mettre fin à la situation ubuesque de l'exploitant agricole, qui stocke sa propre récolte sous un bâtiment détenu par sa propre société de commercialisation, et qui perd le bénéfice de l'exonération de taxe foncière au motif que la structure de commercialisation stocke la production d'un tiers : en l'occurrence ce tiers est l'exploitant agricole associé majoritaire voire unique des deux structures...

Cette proposition fait suite à une alerte de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles